



L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



le 01 mars 2021

8 MARS : JOURNÉE DE LUTTE POUR LES DROITS DES FEMMES

Lundi prochain 8 mars, c'est la journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Et cette année, on a une raison de plus de donner de l'ampleur aux rassemblements, manifestations ou grèves prévues ce jour-là : les retombées de la crise sanitaire ne font que creuser les inégalités, dont celle, criante, entre les hommes et les femmes.

Une crise qui frappe plus durement les femmes

Cette crise sanitaire qui dure déjà depuis un an a plongé dans la pauvreté les plus précaires, dont en premier lieu les femmes : les femmes travailleuses dont les salaires sont plus bas que ceux des hommes et qui sont plus nombreuses dans les emplois précaires, les retraitées dont beaucoup ont des retraites de misère, amputées souvent par des années sans emploi. Et elles sont plus vulnérables économiquement, malgré leur rôle essentiel de « première de corvée », car elles sont très majoritaires dans les services ou le tourisme, touchés de plein fouet. En octobre dernier, un rapport du FMI pointait les effets inégaux de la crise au niveau mondial. Ce que confirmait une récente enquête menée sur l'impact de la pandémie sur l'égalité femme-homme au travail, et qui révélait que la crise affecte plus durement les femmes et leur moral.

L'année passée a également été marquée par les restrictions de nos libertés de déplacement, couvre-feux ou confinements, dont l'utilité sanitaire est contestable lorsqu'il faut s'entasser dans les transports en commun pour aller travailler. Mais qui a eu surtout la charge des enfants dans les périodes sans école, quand la cantine y était fermée ?

Les statistiques ont pointé à quel point ces mesures ont provoqué une hausse considérable des violences faites aux femmes. Les signalements ont augmenté de 36 % au printemps 2020, puis de 60 % lors du deuxième confinement, par rapport à 2019. Des hausses similaires ont été enregistrées ailleurs comme en Espagne ou au Brésil.

La montée d'idées réactionnaires et la riposte

Chaque crise économique est aussi synonyme de reculs pour les droits fondamentaux, comme ceux des femmes pour leur émancipation. C'est le cas en Pologne, où, fin 2020, le gouvernement ultra-conservateur a décidé

l'interdiction de l'avortement. Mais cela a fait descendre dans la rue des centaines de milliers de personnes cet automne et de nouvelles manifestations ont eu lieu le 27 janvier dernier.

En France, une récente proposition de loi visant à améliorer le droit à l'avortement a été retirée suite à l'obstruction des parlementaires Les Républicains. Alors que par ailleurs les possibilités d'accueil des centres d'IVG ont été réduites. Et les manifestations se sont multipliées contre les fermetures de centres.

L'exemple de Metoo dans le monde

Malgré les restrictions de cette période de pandémie, au Maroc, c'est le viol d'une petite fille de cinq ans qui a suscité une mobilisation. Au Nigeria, c'est celui d'une étudiante, puis de nombreux témoignages de victimes qui ont levé une vague d'indignation, dans ce pays où le code civil autorise les hommes à battre leur femme pour les « corriger ».

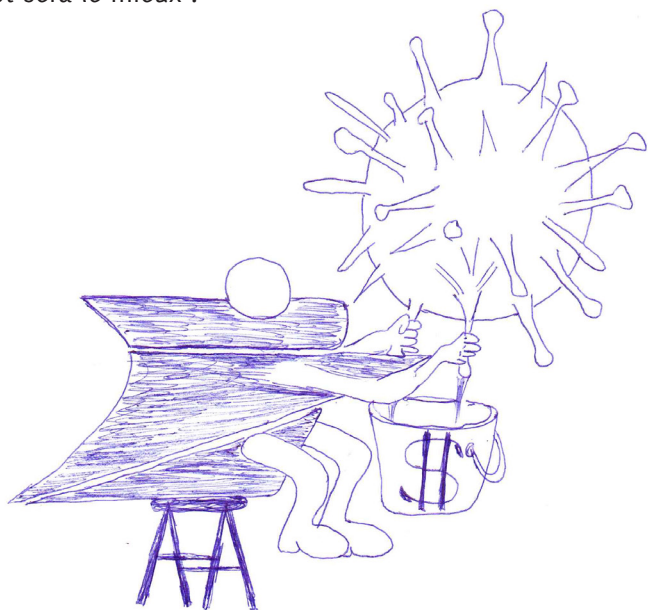
Le 30 décembre dernier, en Argentine, c'est avec des cris de joie que des dizaines de milliers de manifestants défilaient dans les rues : après des années de combat, une loi autorisant l'avortement était enfin imposée.

Et ce qui vient aussi de marquer l'actualité en France ce sont, en juillet dernier, des rassemblements réunissant des milliers de personnes pour dénoncer la nomination des nouveaux ministres Darmanin et Dupond-Moretti, au cri de « un violeur à l'Intérieur, un complice à la Justice ».

Les acquis des luttes, comme les droits féministes peuvent être constamment remis en cause par les gouvernements successifs. La mobilisation de toutes et de tous pour défendre l'égalité et obtenir de nouveaux droits est donc toujours nécessaire, le 8 mars et au-delà, car elle fait partie d'un mouvement d'ensemble pour une société plus juste et égalitaire, débarrassé du capitalisme et du patriarcat.

Accidentologie en baisse ou foutage de gueule en hausse ?

Dans les ETC la direction est fière de nous annoncer que les accidents de travail ont baissé de moitié cette année. Tant mieux si les collègues se sont moins blessés, même si à y regarder de plus près, la situation est moins glorieuse. On se souvient de la campagne de répression qu'avait mené la direction début 2020 en menaçant de sanction les collègues ayant eu des accidents de travail, s'ils n'avaient pas respecté le règlement à la lettre. C'était la double peine. Résultat, bien des agents ont préféré cacher leurs accidents de travail par peur de subir une véritable enquête criminelle à la suite. Mais un jour la peur changera de camp, et le plus tôt sera le mieux !



Notre santé ou ses profits ? La Poste a choisie !

5 embauches... le compte n'y est pas !

Cinq collègues qui étaient en apprentissage ont été embauchés la semaine dernière à la PIC. On ne peut que se réjouir pour eux mais le compte n'y est toujours pas. Il reste les autres collègues de cette classe d'apprentissage, les intérimaires et CDD qui – pour certains – bossent à la PIC depuis des années. Vu le nombre de départs en retraite et les collègues qui rejoignent les colis et le guichet, il y a largement de la place pour tous ! A nous de maintenir la pression pour que tous nos collègues soient embauchés.

Peak d'hypocrisie ?

Depuis quelques semaines on ressent une baisse du courrier, plutôt habituelle après la peak période. Alors bien sûr les chefs en rajoutent quatre louches pour dramatiser toute la situation. On se croirait presque dans un film catastrophe. Pourtant on continue tous les jours de porter des centaines de bac et k7, on marche des milliers de pas (certains collègues les comptent avec leur podomètre !), et on manipule des centaines de milliers de lettres dans tous les sens. Alors du pognon on continue largement à leur en rapporter. On a bien

quelques moments de latence, mais ce qui n'est pas normal c'est de penser qu'on peut bosser des journées entières sans jamais s'arrêter pour souffler.

Et à la distri...

Le juste temps

Vous avez pu le remarquer depuis quelques jours : le trafic baisse (comme à son habitude, en période de vacances). Pour les facteurs en sacoches, cette baisse permet en fait qu'ils terminent leurs tournées dans les temps, là où d'habitude ils dépassent bien souvent leurs horaires ! Vous voyez le problème...

Réouverture des one man show !

Et non ! Seul M. Wahl peut se le permettre via les médias. Sa nouvelle blague de cette semaine sur France Inter : « Alors d'abord pour les factrices et facteurs, eux ils savent comment ça fonctionne. Ils savent qu'on discute les tournées avec eux et qu'on a des méthodes de mesure. Evidemment, on n'impose rien, on cadre le travail et je pense que c'est ça qui est essentiel et on le négocie avec les organisations syndicales. »

M. Wahl aurait-il oublié les centaines de grèves qui éclatent partout en France ces dernières années, contre des réorganisations imposant des suppressions de tournées ? Alzheimer peut-être ? Le pire, c'est cette année : elles sont toutes présentées de façon hasardeuse et on nous parle même parfois de page blanche ! On pense que la blague n'est pas très drôle et que les collègues sont plus dans la colère que l'humour noir !

Bientôt la fin de la lettre prioritaire ?

Encore une nouvelle blague en préparation ! La fin de la lettre prioritaire permettrait juste de supprimer encore plus d'emplois à la PIC, aux courriers ... car il n'y aura plus d'urgence pour traiter le courrier ! C'est la direction qui augmente le prix de la lettre prioritaire pour la tuer... La Poste ne pense qu'au profit, nous on pense aux besoins des gens.

Wahl Street

C'est officiel depuis le 25 février, aucune prime d'intéressement pour les travailleurs essentiels. Malgré les 2,1 milliards de bénéficiaires, on n'aura rien !

Stop à leurs profits et aux suppressions d'emplois ! En 10 ans, on est passé de 100 000 à 70 000 et le rythme va s'accélérer. Leur objectif, c'est de réduire les effectifs de 6% par an ! Le minimum c'était qu'ils nous versent cette prime d'intéressement et si on veut arrêter de se faire balader chaque année avec le même chantage, c'est de réelles augmentations de salaire et de vraies embauches qu'il faut réclamer.